

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 août 2014
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 11 août 2014, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour information, une communication du Ministère ukrainien des affaires étrangères sur la fermeture, le 15 juillet 2014, des ports maritimes de Kertch, Sébastopol, Théodosie, Yalta et Eupatoria, situés sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol, dont l'occupation provisoire motive cette décision (voir annexe).

Je tiens en outre à signaler que l'escale de navires battant pavillon étranger dans les ports susmentionnés sera considérée par l'Ukraine comme une violation du droit international et de sa législation nationale, engageant la responsabilité, notamment pénale, des propriétaires, armateurs et capitaines de ces navires.

À cet égard, nous attendons des autorités compétentes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'elles prennent les mesures nécessaires pour que les propriétaires et armateurs des navires battant leur pavillon respectent les normes et règles internationales, ainsi que la législation ukrainienne concernant la fermeture des ports maritimes situés sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Oleksandr **Pavlichenko**



**Annexe à la lettre datée du 11 août 2014 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Chargé
d'affaires par intérim de la Mission permanente
de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 15 juillet 2014, le décret n° 255 du Ministère ukrainien des infrastructures, du 16 juin 2014, intitulé « Fermeture de ports maritimes », est entré en vigueur, fermant les ports de Kertch, Sébastopol, Théodosie, Yalta et Eupatoria. Dans la note verbale n° 6124/35-327/2-950 du 21 juillet 2014, transmise par le secrétariat de l'Organisation maritime internationale (OMI), l'ambassade d'Ukraine au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a informé les États membres de l'OMI, les organisations internationales coopérant avec celle-ci et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès d'elle (lettre circulaire n° 3477 du secrétariat de l'OMI) de la fermeture des ports susmentionnés à compter du 15 juillet 2014 et jusqu'à ce que l'ordre constitutionnel ukrainien soit rétabli sur le territoire provisoirement occupé.

La partie ukrainienne considère donc que tous les États du pavillon, propriétaires et capitaines de navires sont informés de la fermeture des ports maritimes de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol, ainsi que des risques que comporte une escale dans ces ports ukrainiens.

Dans sa résolution 68/262 intitulée « Intégrité territoriale de l'Ukraine », adoptée le 27 mars 2014, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à tous les États, organisations internationales et institutions spécialisées de ne reconnaître aucune modification du statut de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol sur la base du référendum organisé le 16 mars 2014 et de s'abstenir de tout acte ou contact susceptible d'être interprété comme valant reconnaissance d'une telle modification de statut.

Dans ses conclusions sur l'Ukraine du 23 juin 2014, le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne a rappelé en particulier qu'il condamnait fermement l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, et que l'Union européenne ne la reconnaîtrait jamais.

Conformément au règlement d'exécution du Conseil (UE) n° 810/2014 du 25 juillet 2014 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, les entreprises publiques de transport par ferry « Kerch ferries », « Kerch commercial seaport » et « Sevastopol commercial seaport » ont été ajoutées à la liste des personnes, entités et organes soumis aux mesures restrictives.

L'escale de navires battant pavillon étranger dans les ports situés sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol sera considérée par la partie ukrainienne comme une violation du droit international portant atteinte à la souveraineté de l'Ukraine et comme une violation de la loi ukrainienne engageant la responsabilité, notamment pénale, des propriétaires, armateurs et capitaines des navires.

La partie ukrainienne considérera également qu'un tel acte présente les éléments de l'infraction visée à l'article 332-1 du Code pénal ukrainien, « Violation de l'ordre d'entrée sur le territoire ukrainien provisoirement occupé et de sortie de

ce même territoire » en application duquel cette infraction commise dans le but de nuire aux intérêts de l'État est passible d'une peine privative de liberté ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, avec confiscation des véhicules de transport.

Compte tenu de l'article 94 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui dispose que tout État exerce effectivement sa juridiction et son contrôle dans les domaines administratif, technique et social sur les navire battant son pavillon, la partie ukrainienne attend des autorités compétentes des États ayant des missions diplomatiques accréditées en Ukraine qu'elles usent de mécanismes appropriés et de leur influence sur les propriétaires et armateurs de navires battant leur pavillon national afin qu'ils respectent le droit international et la loi ukrainienne, en particulier pour ce qui est de la fermeture des ports maritimes situés sur le territoire provisoirement occupé de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol.
